



jeudi, 16. Février 2017

SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

Marché & Economie.....	2
<i>Le chômage a légèrement baissé au dernier trimestre 2016.....</i>	<i>2</i>
<i>La France reste la première destination touristique mondiale en 2016</i>	<i>2</i>
<i>Le marché du fioul rebondit grâce au froid.....</i>	<i>3</i>
<i>La croissance de la zone euro légèrement révisée à la baisse au 4e trimestre 2016.....</i>	<i>3</i>
<i>Le tramway cherche un second souffle en France</i>	<i>4</i>
Commerce	4
<i>Moins de diesel dans la gamme Renault à l'avenir.....</i>	<i>4</i>
<i>Rexel: bénéfice net 2016 en forte hausse</i>	<i>5</i>
<i>Michelin: bénéfice net 2016 en hausse</i>	<i>5</i>
<i>Le succès fulgurant du lait équitable.....</i>	<i>6</i>
<i>Danone: bond de 34% du bénéfice net en 2016.....</i>	<i>6</i>
<i>Les 15 TGV commandés par l'Etat à Alstom rouleront sur des lignes à grande vitesse</i>	<i>6</i>
<i>Air France-KLM augmente ses capacités et accélère ses économies.....</i>	<i>7</i>
<i>Danone se réinvente autour d'un modèle plus régional</i>	<i>7</i>
Transactions & Contrats	8
<i>Peugeot s'offre une légende indienne, Ambassador, pour 11 millions d'euros</i>	<i>8</i>
<i>Ipsen acquiert des produits grand public de Sanofi</i>	<i>8</i>
<i>Automobile : PSA étudie une reprise des activités d'Opel.....</i>	<i>9</i>



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malglaive

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

Le chômage a légèrement baissé au dernier trimestre 2016

Source : Le Figaro

Les chiffres sont toutefois à relativiser car selon l'Insee, le nombre de personnes inactives qui souhaitent un emploi alors qu'elles ne sont pas comptées comme chômeurs au sens du BIT a augmenté.

Le taux de chômage en France, selon les normes du Bureau international du travail (BIT), a baissé de 0,1 point pour atteindre 10% de la population active au quatrième trimestre 2016, a annoncé l'Institut national de la statistique (Insee), ce jeudi. Au troisième trimestre, il s'élevait à 10,1%.

En France métropolitaine (sans les départements d'outre-mer), le taux de chômage baisse aussi de 0,1 point par rapport au troisième trimestre 2016, passant de 9,8% à 9,7 % de la population active. En moyenne au quatrième trimestre, le nombre de chômeurs s'élevait à 2,783 millions en France métropolitaine, soit 31.000 de moins par rapport au trimestre précédent et 68.000 de moins sur un an. Mais on compte également 1,5 million de personnes inactives qui souhaitent un emploi alors qu'elles ne sont pas comptées comme chômeurs au sens du BIT: «elles constituent le halo autour du chômage», indique l'Insee. Au quatrième trimestre 2016, leur nombre augmente de 21.000 par rapport au trimestre précédent, et de 65.000 sur un an.

Au final, sur un an, le taux de chômage baisse de 0,2 point.

Hausse du chômage chez les 25-49 ans

Entre les deux derniers trimestres de 2016, le taux de chômage diminue chez les jeunes et les personnes âgées de plus de 50 ans. En revanche, il augmente pour les 25-49 ans. Les femmes sont aussi plus touchées que les hommes au dernier trimestre 2016 avec un taux de chômage de 9,5% mais qui diminue de 0,3 point par rapport au trimestre d'avant. A contrario, les hommes conservent un taux de chômage de 9,8% au quatrième trimestre comme au troisième trimestre.

Parmi les chômeurs, 1,2 million déclarent rechercher un emploi depuis au moins un an, indique l'Insee. Le taux de chômage de longue durée au quatrième trimestre 2016 s'établit à 4,2 % de la population active. Soit, une amélioration de 0,1 point par rapport au trimestre précédent.

Le sous-emploi diminue

Au quatrième trimestre 2016, 6,2 % des personnes en emploi sont en situation de sous-emploi, soit une baisse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent, et 0,4 point de moins qu'un an auparavant. Le sous-emploi concerne principalement des personnes à temps partiel qui souhaiteraient travailler davantage. Le chômage partiel représente quant à lui 0,2 % des personnes en emploi.

Le taux d'emploi à temps partiel, qui est calculé en rapportant le nombre d'individus ayant un emploi à temps partiel au nombre total d'individus en âge de travailler, est stable à 11,7 %. Il diminue de 0,1 point par rapport à fin 2015. Le taux d'emploi à temps complet, lui, se maintient à 53 % au quatrième trimestre 2016. Sur un an, il augmente de 0,4 point.

En revanche, le taux d'emploi en contrat à durée indéterminée (CDI) atteint 48,7 % au quatrième

trimestre 2016, soit +0,2 point par rapport au troisième trimestre et +0,1 point sur un an. Le taux d'emploi en contrat à durée déterminée (CDD) ou en intérim s'établit à 7,5 %. Il s'accroît de 0,1 point par rapport au trimestre précédent et sur un an.

La France reste la première destination touristique mondiale en 2016

Source : Le Monde

Selon des estimations, entre 82,5 et 83 millions de touristes étrangers ont visité la France en 2016, a déclaré vendredi 10 février le ministre des affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault. Des chiffres en baisse par rapport au record de 85 millions enregistré en 2015 mais qui maintiennent le pays au rang de première destination touristique mondiale.

Pour M. Ayrault, « 2016 va rester une année à part, à cause des attentats, des intempéries et des mouvements sociaux ». « La destination France a souffert » mais les premières estimations sur le nombre de visiteurs étrangers – qui proviennent de la Direction générale des entreprises et de la Banque de France – assurent de devancer, comme en 2015, les Etats-Unis et l'Espagne en termes de fréquentation touristique, a-t-il affirmé.

Vidéosurveillance et accueil

Le ministre s'est également félicité des efforts déployés par le gouvernement et les professionnels pour redorer l'image du tourisme français à l'étranger, notamment un « plan de promotion » ciblé de 10 millions d'euros. De nombreuses annulations de touristes japonais avaient été enregistrées après les attentats qui avaient frappé la France, mais on assiste désormais à un retour

massif de la clientèle nipponne avec « des réservations aériennes en hausse de 60 % vers Paris pour le premier trimestre 2017 », a soutenu M. Ayrault.

Pour autant, « un grand chantier reste à faire pour que la France reste une destination mondiale », a relevé le ministre, maintenant l'objectif du gouvernement d'atteindre la barre symbolique des « 100 millions de touristes en 2020 ». « Au-delà des mesures d'urgence », telles que la vidéosurveillance, censée garantir la sécurité des touristes étrangers sur tout le territoire, « nous devons agir sur l'accueil, la qualité, la lisibilité », a ajouté le chef de la diplomatie, estimant que « l'offre nouvelle à mettre en place n'est pas forcément du haut de gamme ».

Le nombre définitif de touristes ayant visité la France en 2016 ne devrait être dévoilé qu'en mars par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

[Le marché du fioul rebondit grâce au froid](#)

Source : Le Monde

Au mois de janvier, les volumes consommés ont bondi de 34%. Les professionnels en profitent pour rappeler que le fioul est une énergie importante au service des ménages. En France, environ 4,2 millions de foyers sont équipés d'une chaudière au fioul.

La période de rigueur climatique fait l'affaire des «fioulistes». Entre octobre 2016 et janvier 2017, les volumes consommés ont bondi de 30%. Ils se sont élevés à environ 3,5 millions de mètres cubes, contre 2,6 millions sur la même période un an auparavant. Cette progression a été particulièrement patente sur le mois de janvier, où les volumes ont grimpé de 34%. «Le fait que les besoins aient ainsi augmenté, dans le sillage de

la baisse des températures, contribue au nombre moindre de désinstallations de chaudières à fioul, souligne Guillaume Bort, le fondateur de FioulReduc.com, l'un des deux distributeurs en France de fioul sur Internet (avec FioulMarket.fr, la filiale de Total), les consommateurs ont été d'autant plus incités à consommer du fioul qu'ils ont largement profité de la baisse des prix du pétrole de ces dernières années. Bref, un double effet positif qui permet de rappeler combien l'énergie fioul contribue aujourd'hui à l'équilibre du mix énergétique.»

Sur cette chute des cours du baril, les chiffres sont éloquentes. L'année dernière, le brut s'est élevé en moyenne à 55 dollars, contre 44 dollars en 2015. Dans ces conditions, le consommateur a pu se procurer 1000 litres de fioul pour 700 euros environ. Ce n'est toutefois plus le cas aujourd'hui puisque le baril est reparti à la hausse et qu'il semble désormais durablement installé au-dessus de la barre des 50 dollars. Aussi faut-il déboursier ces jours-ci environ 771 euros pour 1000 litres de fioul. À titre indicatif, le plein d'une cuve chez un ménage - dans le cadre d'une maison individuelle ou d'un logement collectif - atteint quelque 1200 litres, sachant que la consommation moyenne annuelle tourne autour de 1800 litres.

2017 s'annonce comme une bonne année pour les énergéticiens

En 2016, la consommation de fioul en France s'est hissée à 7,4 millions de mètres cubes, contre 7,8 millions en 2015. Soit une baisse de 5% environ. Les statistiques montrent que la consommation annuelle recule en moyenne de 2-3%. L'année dernière, cette baisse a été un peu plus forte en raison de la météo particulièrement clémente. Selon les spécialistes de la météo, l'année 2016 s'est imposée en effet comme la plus chaude

depuis le début du XXème siècle. L'année 2017 n'est clairement pas partie sur les mêmes tendances et s'annonce comme une bonne année pour les énergéticiens.

Indépendamment des considérations météorologiques, Guillaume Bort tient à rappeler que le fioul domestique est l'une des énergies les plus compétitives au service du consommateur. «Nous sommes avec l'énergie bois dans la fourchette la plus basse. Autrement dit, le fioul est plus avantageux que le gaz, l'électricité ou le GPL.» Certes, en ces temps de transition énergétique, le fioul est rarement mis en avant mais il concerne un nombre très important de Français puisqu'environ 4,2 millions de foyers sont équipés d'une chaudière au fioul, soit 9 millions d'habitants directement concernés.

À l'échelle européenne, le fioul est beaucoup plus implanté en Allemagne qu'en France. Outre-Rhin, on commercialise en effet environ 18 millions de mètres cubes par an. Les niveaux sont relativement similaires entre l'Hexagone et le Royaume-Uni, alors que la demande espagnole est, en revanche, deux fois moins importante qu'en France.

[La croissance de la zone euro légèrement révisée à la baisse au 4e trimestre 2016](#)

Source : Le Monde

La croissance dans la zone euro est restée solide au quatrième trimestre 2016, évaluée à 0,4 %, mais légèrement révisée à la baisse par rapport à une première estimation, a annoncé mardi 14 février l'Office européen des statistiques, Eurostat. Le 31 janvier, Eurostat avait fait état d'une croissance un peu meilleure, de 0,5 % au quatrième trimestre 2016 comparé au troisième.

En dépit de ce chiffre légèrement moins bon qu'annoncé pour les trois derniers mois de 2016, la reprise reste solide dans la zone euro. Au troisième trimestre par rapport au deuxième, la croissance était aussi de 0,4 %.

Incertitudes

Les dix-neuf pays ayant adopté la monnaie unique doivent faire face à plusieurs incertitudes ces mois prochains : élections aux Pays-Bas, en France et en Allemagne, arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, début des négociations pour la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE.

Qualifiant la révision pour la zone euro de « décevante », Howard Archer, analyste à IHS Markit, a mis en garde contre les difficultés à venir de la zone euro. Outre les incertitudes politiques, il a évoqué la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs en raison d'une inflation qui s'annonce plus forte.

[Le tramway cherche un second souffle en France](#)

Source : Les Echos

La grande majorité des villes susceptibles d'être équipées ont franchi le pas. La concurrence des bus à haut niveau de service se fait plus pressante.

Est-ce la fin de l'engouement des -villes françaises pour le tramway ? Après deux décennies fastes, les collectivités locales qui décident de franchir le pas, comme Avignon, qui a commencé les travaux, ou Annemasse, qui inaugurera sa -première ligne en 2019, sont de plus en plus rares. Selon l'Union des transports

publics (UTP), qui fédère les opérateurs du secteur, cela n'a rien d'étonnant : « Il s'agit du mode le plus indiqué quand il faut trans-porter plus de 45.000 voyageurs par jour sur une même ligne. Mais aujourd'hui, presque toutes les collectivités qui étaient dans cette situation se sont dotées d'un tramway. » Alstom, qui a équipé avec son Citadis 23 des 28 cités françaises ayant opté pour le tramway, confirme : « Il reste assez peu d'agglomérations nouvelles susceptibles d'être équipées. »

La maturité du marché n'est toutefois pas la seule explication. Par le passé, certaines municipalités ont choisi le tramway malgré des prévisions de fréquentation plus faibles, en misant sur le fait que la popularité et le confort de ce moyen de transport draineraient des voyageurs supplémentaires.

Des investissements importants

Ces démarches volontaristes sont désormais plus rares. Car l'implantation d'un tramway dans un -centre-ville est un projet souvent coûteux. Il s'accompagne en général d'une rénovation urbaine profonde, avec des travaux « de façade à façade » qui incluent la réfection des trottoirs, des réseaux d'eau et d'électricité, et la remise à niveau de l'éclairage public.

Cela suppose des investissements importants, devenus souvent trop lourds pour des collectivités locales dont les budgets sont de plus en plus contraints. « Elus, constructeurs, opérateurs se sont fait plaisir en bâtissant une offre d'une qualité extrême, mais qui coûte cher », constatait en 2014 Jean-Marc Janailac, alors patron du groupe de transport public Transdev et président de l'UTP.

De surcroît, une alternative existe depuis une dizaine d'années : les bus à haut niveau de service (BHNS), qui circulent sur des voies réservées. Ce système garantit une vitesse d'exploitation commerciale quasi identique à celle du tramway, pour un investissement initial bien moindre et une faculté bien supérieure à faire évoluer le réseau, comme le nombre d'arrêt, notamment.

Le mode ferré conserve à son crédit un impact environnemental plus faible, mais les développements rapides dans le domaine du bus électrique menacent cet avantage. Et la capacité d'emport des « bus doubles », de 18 mètres, tend à se rapprocher de celle des petits tramways. Certaines municipalités en ont tiré les conséquences : confrontées à une baisse des subventions promises par l'Etat pour développer leur réseau de transport public, -plusieurs d'entre elles ont réévalué leur projet de tramway pour le transformer en BHNS, indique le Groupement des autorités responsables de transport, qui regroupe les élus chargés de ce dossier.

Si le marché reste dynamique pour Alstom, c'est surtout grâce aux commandes liées à une extension du réseau existant ou au renouvellement du matériel roulant. Au total, le constructeur s'est vu notifier 4 contrats- en France en 2016, pour un total de 65 rames à construire.

COMMERCE

[Moins de diesel dans la gamme Renault à l'avenir](#)

Source : Le Figaro

Le groupe Renault proposera une gamme de véhicules diesel moins large à l'avenir, sur fond de resserrement des normes qui vont en renchérir le prix et modifier le

comportement des consommateurs, a indiqué vendredi le PDG Carlos Ghosn.

"C'est évident, on va avoir une offre diesel plus réduite", a indiqué M. Ghosn lors d'une conférence de presse de présentation des résultats annuels de son entreprise. "Les restrictions en matière d'émissions nous obligent à nous concentrer sur un plus petit nombre de moteurs, sinon les investissements sont colossaux", a-t-il d'abord expliqué, alors que de nouvelles normes européennes doivent entrer en vigueur cette année et encadrer plus sévèrement les émissions d'oxydes d'azote (NOx).

En outre, "nous anticipons une baisse des pourcentages de diesel" dans les ventes, a-t-il ajouté: "le diesel sur les voitures moyennes et les petites voitures va devenir difficilement compétitif". Il a relevé que moins de la moitié des voitures neuves livrées en janvier en France roulaient au gazole, un niveau plus vu depuis l'an 2000. Cette érosion s'effectue sur fond d'études quant à la nocivité des émissions polluantes liées au gazole et de resserrement des taxes après des années de favoritisme fiscal, l'un des déclencheurs ayant été le scandale des moteurs diesel truqués chez Volkswagen en 2015.

Cette affaire a fait tache d'huile en France où trois constructeurs outre le géant allemand risquent des poursuites pour tromperie sur les émissions de diesel, leur dossier ayant été transmis au Parquet. Cela concerne Fiat, PSA et justement Renault. A ce sujet, M. Ghosn a répété que "nous ne sommes pas au courant du contenu du dossier, par définition". "Nous répétons qu'il n'y a pas de triche chez Renault, il y a des améliorations à amener en matière d'émissions dans des conditions réelles d'utilisation (que) nous nous sommes engagés à faire".

Après sa directrice financière vendredi, M. Ghosn a justifié le fait que son entreprise n'ait pas passé de provisions dans ses comptes 2016 pour faire face aux éventuelles conséquences financières de l'affaire. Si Renault n'a pas accès au dossier, "on sait ce qu'on a dans nos moteurs. Et quand on regarde ce qu'il y a dans nos moteurs, on n'a pas besoin de passer des provisions", a-t-il assuré.

[Rexel: bénéfice net 2016 en forte hausse](#)

Source : Le Figaro

Le distributeur français de matériel électrique Rexel a publié lundi un bénéfice net de 134,3 millions d'euros en 2016, multiplié par 8,5 par rapport à 2015 où le résultat avait été pénalisé par des dépréciations et des coûts financiers exceptionnels.

Le bénéfice net pour les opérations poursuivies est en hausse de 58%, précise le groupe dans un communiqué. Le résultat net récurrent (hors éléments exceptionnels) est toutefois en recul de 7,1%.

Le chiffre d'affaires de 13,2 milliards d'euros sur l'année, en baisse de 1,9% en données comparables et à nombre de jours constants, conforme aux objectifs. De même, la marge d'Ebita (excédent brut d'exploitation) ajustée qui ressort à 4,2% des ventes.

Le groupe a noté une amélioration au quatrième trimestre, avec des ventes organiques globalement stables, après trois trimestres de baisse. Cette performance a été tirée par l'Europe (+1,7% en organique) qui pèse plus de la moitié du chiffre d'affaires, et en particulier par la France.

Pour 2017, Rexel vise une "reprise de la croissance organique" de ses ventes (à données comparables et

nombre de jours constants), comprise entre 1% et 5%. Le groupe table d'autre part sur une croissance de l'Ebitda ajusté d'au moins 5% et inférieure à 10%.

Le directeur général, Patrick Berard, a souligné que les résultats 2016 sont conformes aux objectifs, "malgré un environnement qui est resté difficile tout au long de l'année".

"L'amélioration séquentielle de la tendance de ventes et les orientations stratégiques (...) sont de bon augure pour 2017", a-t-il ajouté, cité dans un communiqué.

Outre la reprise en Europe, le directeur général a noté qu'aux Etats-Unis, l'industrie pétrolière et gazière "semble se stabiliser" alors que la construction reste solide. Il relève aussi en Chine une "amélioration de l'activité industrielle".

Dans ses perspective à moyen terme actualisées, Rexel veut "accélérer sa croissance organique", en visant une croissante des ventes organiques "supérieure au marché".

Le groupe annonce aussi le lancement d'un programme de cessions d'actifs d'ici 2018, qui diminuera son chiffre d'affaires de 800 millions d'euros, mais qui devrait avoir une contribution positive sur la marge d'Ebitda ajusté d'environ 0,25 point.

Rexel proposera à l'assemblée générale le versement d'un dividende de 0,40 euro par action au titre de 2016, stable par rapport à l'année précédente.

[Michelin: bénéfice net 2016 en hausse](#)

Source : El Moudjahid

Le fabricant français de pneumatiques Michelin a publié mardi un bénéfice net en hausse de 43,3% pour 2016, à 1,66 milliard d'euros, améliorant sa rentabilité opérationnelle malgré un recul du chiffre d'affaires principalement dû aux changes et aux matières premières.

Les ventes nettes du groupe au Bibendum se sont ainsi repliées de 1,4% par rapport à 2015 et ont atteint 20,9 milliards d'euros, alors que les volumes écoulés ont enregistré une progression de 2,1%, "supérieure aux marchés", a précisé l'entreprise dans un communiqué, se félicitant d'avoir atteint ses objectifs annuels.

[Le succès fulgurant du lait équitable](#)

Source : Le Figaro

La marque de lait «C'est qui le patron» a vendu 5 millions de briques depuis son lancement il y a quatre mois. Une progression de ventes parmi les plus importantes constatées ces dernières années dans la grande distribution.

Les éleveurs peuvent retrouver le sourire. Le lait vendu sous la marque «c'est qui le patron?» connaît un fort succès. Le seuil des 5 millions de briques vendues depuis son lancement vient d'être franchi. «C'était l'objectif annuel de départ dont nous rêvions tous, les producteurs et la laiterie LSDH. Nous l'avons atteint en un peu moins de 4 mois, ce qui est tout bonnement incroyable», se réjouit au Figaro Nicolas Chabanne, responsable de l'Association des Gueules cassées, à l'origine de cette initiative. Dans ce système novateur, le prix d'achat - de 99 centimes pour une brique d'un litre de lait UHT demi écrémé - a été fixé par le consommateur. «Ce sont les milliers de Français que nous avons consultés sur internet qui ont déterminé le prix d'achat de 99 centimes et adhéré à ce projet,

rappelle Nicolas Chabanne. Ce prix permet à l'éleveur de vivre dignement de son métier en vendant son lait avec une marge».

Dans certaines grandes surfaces, comme à Carrefour Ecully dans le Rhône, le lait «c'est qui le patron?», représente jusqu'au quart des ventes de lait UHT, comme le témoignait récemment le responsable du rayon sur M6. Face cet engouement, la grande distribution ne pouvait rester inerte. Trois nouveaux distributeurs relayeront dans quelques jours cette initiative pour laquelle Carrefour avait répondu présent dès novembre 2016, puis Colruyt un peu plus tard. Une liste qui s'allonge. «L'ensemble des magasins Intermarché, Auchan et Cora vendront à partir du 15 mars nos petites briques bleu-ciel», confie Nicolas Chabanne.

Bientôt de nouveaux produits

Par ailleurs, quelques magasins Leclerc et Système U proposeront ce lait en mars. Les discussions avancent aussi, selon le responsable des Gueules cassées, avec le groupe Casino et Lidl. «On peut donc imaginer bientôt qu'en France, l'immense majorité des magasins distribueront du lait équitable, ce qui est une belle avancée collective. Nous incluons «Faire France» - une autre marque de lait équitable - dans cette démarche, ainsi que d'autres laits équitables qui arrivent sur le marché», précise Nicolas Chabanne.

Autre indicateur de réussite fulgurant, le lait «C'est qui le patron» (CQLP) a connu un taux de recrutement de nouveaux clients de 45 % . «À 5% tout le monde saute de joie dans la distribution, 45% c'est incroyable et rare, remarque Nicolas Chabanne. Ce sont les progressions de ventes les plus importantes constatées depuis des années pour un nouveau produit et une marque encore

inconnus il y a 4 mois. Et ceci sans aucune publicité mais grâce une communication via les réseaux sociaux et la mobilisation des consommateurs».

Fort de ce succès, la marque CQLP va élargir sa gamme de produits: un beurre bio des consommateurs et une crème fraîche sont en préparation. A plus court terme, le jus de pomme équitable et la pizza seront très bientôt en rayon. «Au total, 20 autres produits verront le jour en 2017, dont des yaourts, oeufs, steaks haché, compotes, et farine...», conclut Nicolas Chabanne.

[Danone: bond de 34% du bénéfice net en 2016](#)

Source : Le Figaro

Le géant de l'agroalimentaire Danone a vu son bénéfice net bondir de 34,1% à 1,7 milliard d'euros en 2016 en dépit d'un recul de 2,1% de ses ventes, plombées par les effets de change, a-t-il indiqué mercredi dans un communiqué.

Danone annonce également un programme de réduction de coûts d'un milliard d'euros d'ici 2020 afin d'améliorer sa marge opérationnelle courante, déjà en progression de 87 points de base en 2016 à 13,7%.

[Les 15 TGV commandés par l'Etat à Alstom rouleront sur des lignes à grande vitesse](#)

Source : Le Monde

« On est revenus sur l'idée. » Les 15 TGV que l'Etat a commandés à Alstom en octobre dans une opération de sauvetage de l'usine de Belfort vont finalement circuler sur l'axe TGV Atlantique, et non sur une ligne classique entre Bordeaux et Marseille comme initialement prévu, a annoncé un porte-parole de la SNCF.

Six des quinze rames seront mises en service dès 2019. Puis neuf autres en 2020. L'arrivée de ces rames neuves supplémentaires va permettre d'envoyer à la retraite les séries les plus anciennes (certaines ont plus de 35 ans). A l'origine, ces rames vieillissantes devaient voir leur durée de vie allongée. Elles ne seront finalement pas rénovées.

Ce nouveau scénario a été élaboré par la SNCF, le secrétariat d'Etat chargé des transports et le ministère de l'industrie, sous l'autorité de Matignon. Initialement, la SNCF devait commander 15 rames TGV, puis être remboursée par l'Etat. C'est finalement l'opérateur qui paiera la facture. La commande, avant d'être officiellement passée, doit être validée par le conseil d'administration de SNCF Mobilités le 23 février. Opération « équilibrée »

« Financièrement l'opération est globalement équilibrée », assure au Monde un cadre de la SNCF. Le coût de 480 millions d'euros pour l'achat des 15 rames sera en effet compensé en quelques années. D'abord cette opération permet une économie de 150 millions d'euros sur la rénovation des vieilles rames.

Ensuite, la maintenance sera moins coûteuse car le Technicentre Atlantique (centre de maintenance de la SNCF) ne prendra plus en charge que trois types de rames au lieu de six précédemment.

Enfin, l'Etat accepte de soulager de 70 millions d'euros par an pendant cinq ans les recettes TGV d'une partie de la contribution sociale de solidarité territoriale (CST) destinées à financer les lignes intercity nationales classiques dites lignes d'équilibre du territoire. Et ce dès 2017.

Air France-KLM augmente ses capacités et accélère ses économies

Source : Le Figaro

Air France-KLM a annoncé jeudi qu'il augmenterait ses capacités de 3,0% à 3,5% en 2017, contre +0,7% seulement en 2016, afin de repartir à l'offensive sur le long-courrier et d'améliorer ses performances sur le moyen-courrier.

Le groupe franco-néerlandais prévoit parallèlement d'intensifier ses économies, promettant de réduire ses coûts unitaires d'au moins 1,5% cette année après une baisse de 1,0% en 2016 en ligne avec son propre objectif.

Le numéro deux européen derrière Lufthansa en termes de chiffre d'affaires a fait état dans un communiqué d'un bond de 34,5% de son bénéfice d'exploitation en 2016 à 1,049 milliard d'euros supérieur au consensus réalisé par Inquiry Financial pour Reuters (969 millions).

Mais cette performance masque une nette divergence entre KLM, dont la marge d'exploitation a progressé trois points à 6,9% l'an passé, et Air France qui a vu la sienne se tasser de 0,2 point à 2,4% sur fond de désaffectation de la destination France à la suite des attentats et de grèves des navigants.

Au total, la recette unitaire a reculé l'an passé de 4,7% sur le long courrier et de 5,4% sur le moyen-courrier, tout en augmentant de 1,0% sur le court-courrier après la restructuration de ce pôle.

"On s'est bien battus pour limiter au maximum l'impact de la concurrence sur la baisse de la recette unitaire", a indiqué à des journalistes Frédéric Gagey, directeur

financier d'Air France-KLM après avoir dirigé Air France jusqu'en novembre.

En janvier, la baisse globale de la recette unitaire a été ramenée à 0,7% et Frédéric Gagey s'est dit satisfait des réservations sur le long-courrier (le segment offrant le plus de visibilité).

Cette année, Air France devrait augmenter ses capacités de 1,5% à 2,5%, contre +3% à +4% pour KLM et +10 à +15% pour la low cost Transavia, a-t-il précisé.

Après des années de discipline, Air France-KLM emboîte ainsi le pas à Lufthansa qui a annoncé début janvier prévoir une hausse de 4% de ses capacités en 2017.

Air France-KLM compte en outre limiter ses investissements dans une fourchette de 1,7 à 2,2 milliards d'euros cette année, soit le même objectif qu'il s'était fixé pour 2016, afin de conserver un cash flow libre avant cessions positif (après 347 millions l'an passé).

Danone se réinvente autour d'un modèle plus régional

Source : Les Echos

Le patron de Danone ne croit plus « à la mondialisation à l'ancienne ».

« Nous ne croyons plus à la mondialisation à l'ancienne. Le monde est en train de se fragmenter. Le consommateur va de plus en plus raisonner local. » A défaut de constituer une prophétie, ces mots résument la manière dont Emmanuel Faber, le patron de Danone, voit l'avenir de la planète alimentaire. « Les religions vont cliver les sociétés. Les tendances alimentaires

seront influencées par l'environnement. Le modèle ne sera plus global », estime-t-il. Et ces changements obligent « toutes les grandes marques à se réinventer complètement », a ajouté Emmanuel Faber.

Pour Danone, ces mutations vont prendre du temps, mais certaines décisions importantes vont déjà dans ce sens. Ainsi, « parce que certaines terres aux Etats-Unis ont perdu toute fertilité », le groupe a décidé que ses trois plus grosses marques américaines, Dannon, Oikos et Danimals seraient garanties « zéro OGM ». Même le fourrage donné aux vaches laitières le sera. Le groupe a choisi de s'appuyer sur une des 50 plus grosses familles d'éleveurs, les Mac Carthy, qui lui livrent leur lait, pour mener les négociations avec les semenciers. Afin de répondre aux nouvelles exigences écologiques des consommateurs à l'égard des industriels, Danone s'est fixé pour objectif avec Evian d'être le premier à commercialiser une eau minérale « entièrement carbone neutre » en 2020. De la même façon, le groupe a inscrit dans sa charte de valeur, son « soutien inconditionnel » à l'allaitement maternel dans lequel il ne veut « pas voir une pratique concurrente de son activité ».

Réorganisation

Pour Emmanuel Faber, il n'est pas douteux que les consommateurs s'intéressent de plus en plus à l'entreprise qui se trouve derrière les marques qu'ils achètent. « Ils ont un désir de transparence et d'équité. Ils veulent savoir comment les industriels travaillent, quelles sont leurs valeurs. » Dans le droit fil de ces constats, et pour coller le plus possible aux attentes nouvelles, Danone a mis sur pied une toute nouvelle organisation dans laquelle les patrons de région, plus au contact avec les marchés, gagnent en autonomie. L'objectif est de faciliter les prises de décisions au plus

près des consommateurs. Le comité exécutif, réduit à 7 personnes contre 12, pourra ainsi « se concentrer sur les priorités stratégiques ». Chacun de ses membres aura « un rôle élargi associant des responsabilités opérationnelles et fonctionnelles ». En Amérique du Nord, où Danone est numéro un des produits laitiers devant Yoplait et Chobani célèbre pour ses yaourts grecs, Emmanuel Faber a prévu de créer une unité stratégique, regroupant les produits laitiers frais de cette région et WhiteWave, le leader local du lait bio acquis en juillet pour 12,5 milliards de dollars. Cette nouvelle entité représente un chiffre d'affaires de 6 milliards de dollars. Les activités de WhiteWave en Europe, Amérique latine et Chine seront, elles, regroupées avec les produits laitiers frais dans ces zones. Enfin, deux nouvelles fonctions transversales sont créées, l'une dédiée à la croissance et à l'innovation, et l'autre à l'efficacité, pour accélérer les réductions de coûts.

TRANSACTIONS & CONTRATS

Peugeot s'offre une légende indienne, Ambassador, pour 11 millions d'euros

Source : Le Figaro

Le constructeur français PSA enrichit son écurie automobile d'une quatrième marque. Peugeot, Citroën et DS ont été rejoints ce week-end par Ambassador. Le groupe dirigé par Carlos Tavares a acquis Ambassador pour seulement 800 millions de roupies indiennes, soit 11 millions d'euros. Un montant dérisoire pour une véritable légende en Inde. L'Ambassador? À partir des années 1950, cette berline familiale surnommée «Amby» fut pendant des décennies la voiture des hauts fonctionnaires, membres des gouvernements et autres milieux aisés. À tel point

qu'elle a longtemps fait figure d'«automobile nationale», à l'instar de notre DS. L'Ambassador a aussi servi de taxi.

Si le montant est si peu élevé, c'est parce que son propriétaire, Hindustan Motors, le plus vieux constructeur indien, a cessé d'en produire depuis trois ans. Au fil des années, le design de la voiture avait peu évolué et la concurrence des SUV l'avait ringardisée. PSA, qui a l'intention de produire en Inde 100.000 véhicules par an à l'horizon 2020, a souhaité saisir cette opportunité. Le constructeur automobile français est déjà allié avec l'indien CK Birla, propriétaire de Hindustan Motors. Le mois dernier, il a annoncé avoir fondé avec lui deux coentreprises de véhicules et de moteurs pour prendre position sur un marché automobile de taille modeste (3 millions de véhicules) et qui peine à décoller.

En Inde, le taux de motorisation est 30 fois moindre qu'en Europe occidentale. Avec son savoir-faire, PSA a désormais toutes les cartes en main pour ressusciter l'Ambassador.

Ipsen acquiert des produits grand public de Sanofi

Source : Le Figaro

Ipsen a annoncé lundi l'acquisition pour 83 millions d'euros d'une sélection de produits de santé grand public à Sanofi. La transaction, soumise notamment à l'approbation de la Commission européenne, devrait être clôturée au deuxième trimestre 2017.

"Cette opération améliore instantanément le profil de rentabilité de la médecine générale d'Ipsen. Elle apporte un portefeuille limité de marques d'envergure

établies sur des marchés clés comme la France", a commenté dans un communiqué le directeur général d'Ipsen David Meek. Les produits concernées par l'accord sont : Prontalgine, un analgésique, Buscopan, un antispasmodique, Suppositoria Glycerini, un laxatif et Mucothiol et Mucodyne(24), des expectorants.

Ces marques régionales couvrent ensemble huit pays européens, a ajouté Ipsen qui précise que la fabrication sera sous-traitée. Le groupe précise en outre que la transaction sera entièrement financée par sa trésorerie et ses lignes de crédit existantes.

[Automobile : PSA étudie une reprise des activités d'Opel](#)

Source : Le Monde

Le groupe PSA « explore la possibilité d'acquérir Opel et Vauxhall », activités européennes de l'américain General Motors (GM), a annoncé, mardi 14 février, un porte-parole du constructeur automobile français.

PSA et Opel sont actuellement liés par trois projets communs de véhicules : le nouveau Zafira, produit en France chez PSA ; le successeur du C3 Picasso, qui sera fabriqué en Espagne chez Opel ; et un petit utilitaire. « Dans ce cadre, General Motors et le groupe PSA examinent régulièrement une opportunité d'étendre leur coopération, et le groupe PSA confirme explorer de nombreuses initiatives stratégiques dont le but est à la fois d'améliorer la rentabilité et la performance opérationnelle, y compris un rapprochement avec Opel et Vauxhall », a ajouté le porte-parole de PSA. C'est sous cette dernière marque que sont commercialisés au Royaume-Uni les véhicules connus sur le continent sous la marque Opel.

Ces partenariats industriels, ainsi qu'une coentreprise dans les achats de pièces en Europe, sont hérités de la grande alliance stratégique nouée au début de 2012 entre General Motors et PSA, mais dont les ambitions ont ensuite été considérablement revues à la baisse. Le groupe américain a finalement cédé, à la fin de 2013, les 7 % qu'il avait pris au capital de PSA, alors en grave difficulté financière.

Seize ans de pertes pour GM en Europe

Cette annonce suit d'une semaine celle de GM d'une perte de 257 millions de dollars pour ses activités européennes, le seizième exercice annuel dans le rouge d'affilée du géant américain sur le Vieux Continent. Le géant de Detroit a perdu plus de 15 milliards de dollars en Europe depuis 2000 et ne table désormais sur un retour à l'équilibre qu'en 2018, après une année 2016 plombée par les premières conséquences du Brexit et la baisse du cours de la livre sterling.

Le président du directoire de PSA, Carlos Tavares, venu de Renault Nissan, connaît bien les avantages d'un tel projet, dans un secteur automobile où la taille est devenue cruciale, notamment pour les constructeurs généralistes. Il en connaît aussi les inconvénients, notamment la complexité sociale et industrielle qui accompagne tout rapprochement.

Un rapprochement entre PSA et GM Europe, dont les contours restent à préciser, pourrait aider le constructeur français à parvenir à une taille critique, élément jugé important dans une industrie à faibles marges, gourmande en capitaux et en dépenses de recherche et développement.

Le montant d'un éventuel rachat reste la grande inconnue. PSA, après avoir frôlé la faillite en 2013-2014 et n'avoir dû son salut qu'à l'arrivée au capital d'un partenaire chinois, Dongfeng, et de l'Etat français, est revenu dans le vert dès l'exercice 2015, en dégageant 1,2 milliard d'euros de bénéfice net. Ses résultats 2016 seront publiés le 23 février.

L'Etat français, troisième grand actionnaire de PSA

PSA, qui compte dix usines d'assemblage en Europe, dont cinq en France, a immatriculé 3,15 millions de véhicules en 2016 sous ses trois marques Peugeot, Citroën et DS, loin derrière le quatuor de tête, qui oscille autour des 10 millions d'unités chacun (Volkswagen, Toyota, General Motors et Renault-Nissan, récemment renforcé de Mitsubishi).

Aucun commentaire n'a pu être obtenu dans l'immédiat auprès d'Opel ou de deux actionnaires de PSA, la famille Peugeot et le groupe chinois Dongfeng Motor. L'Etat soutient PSA dans sa volonté de renforcer la taille critique du groupe mais restera vigilant sur l'impact d'un éventuel rachat d'Opel sur l'emploi et le tissu industriel en France, a-t-on déclaré au ministère de l'économie.

Mardi 14 février à la Bourse de Paris, PSA gagnait 5,13 % (à 18,845 euros), à 13 h 15, dans des volumes d'échanges étoffés, après avoir touché un plus haut depuis juillet 2015, à 19,165 euros. En avant-Bourse à Wall Street, le titre GM progressait de 2,8 %. Les spéculations sur une consolidation du secteur profitent à l'ensemble des valeurs automobiles des deux côtés de l'Atlantique.